

Cherbourg-en-Cotentin. L'Éducation nationale prévoit sept fermetures de classe sur la commune à la rentrée de septembre

Une décision académique qui ne passe pas auprès de la mairie

LE SEPT, un chiffre souvent associé à la chance. À Cherbourg-en-Cotentin, il évoque en ce moment le nombre de classes dans les écoles qui fermeront leurs portes à la rentrée de septembre.

Cette décision a été annoncée mardi par Stéphane Vautier, directeur académique des services de l'Éducation nationale, lors du comité social d'administration départemental, qui s'est tenu à Saint-Lô.

Un deuxième round le 15 février

Ces suppressions potentielles concernent les écoles François-Mitterrand (Équeurdreville), Albert-Bayet (Cherbourg-Octeville), Bellevue (La Glacerie), Jean-Jacques-Rousseau (Tourlaville), Léon-Blum (Équeurdreville), Voltaire (Tourlaville) et Zola-Buisson (Tourlaville).

Ce projet sera remis sur la table à l'occasion du conseil départemental de l'Éducation nationale (CDEN), qui se tiendra le jeudi 15 février. À l'issue de ce débat, les mesures entreront, ou non, en vigueur.

« On nous annonce un certain nombre de fermetures dans le département, notamment sept à Cherbourg-en-Cotentin. On va faire valoir un certain nombre d'arguments au CDEN pour exprimer notre désaccord », affirme Benoît Arrivé, maire de Cherbourg-en-Cotentin.

Et d'ajouter : « Les arguments sont différents selon l'établissement. Il y a des quartiers en développement, il y a des zones qui vont accueillir plus d'habitants, donc des enfants... Les raisons sont multiples pour convaincre le gouvernement de revenir sur sa décision. Le CDEN va nous permettre de les mettre en lumière. »

« Un véritable mépris du gouvernement »

Pour le premier magistrat, il est impossible d'évoquer ces fermetures sans pointer du doigt la gestion du gouvernement : « L'Éducation nationale départementale fait ce qu'elle peut, avec les moyens du bord. Le vrai sujet, c'est la place qu'accorde le gouvernement à l'école publique. C'est

un véritable mépris du gouvernement Macron. On le voit bien, notamment avec la nouvelle ministre de l'Éducation (Amélie Oudéa-Castéra). Nous, on défend l'école publique, mais le président continue à taper dessus. Si l'État met les moyens, il y aura moins de fermetures de classe en France. »

Ewen ROBIN



L'école Albert-Bayet n'est pas épargnée par les fermetures de classe annoncées par l'Éducation nationale à la prochaine rentrée.